

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 44

Excusés : 19

Absents : 17

REUNION DU 07 AVRIL 2025

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-CINQ**, le **LUNDI SEPT AVRIL** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **PREMIER AVRIL DEUX MILLE VINGT-CINQ**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. ATTIORI Olivier, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, Mme de CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DOSSOU Marie-Ange, Mme ELSODY Arhella, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GESELL Quentin, M. GODARD Jacques, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, M. MOULINNEUF Serge, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges- Marie, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DUBOE Nicole, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, Mme LAGARDE Aude, M. MARQUES Paulo, Mme MEGHRAOUI Gemmila, M. MILLARD Jean-Luc, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles, Mme YOUSSEF Mélissa,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme VERTE Monique, Mme de CARVALHO Virginie, Mme YERRO Georges- Marie, Mme MOREAU Chantal, Mme MEKKI Chérifa, M. GESELL Quentin, M. ZANGRILLI François, M. TURBIAN Julien, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. RAMADIER Alain, M. MANGIN Anthony, M. MORIN Sébastien, Mme LAGNEAU Muriel, M. CHAVAROC Grégory, Mme VALLETON Martine, M. CHAUSSAT Jacques, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme ELSODY Arhella, M. SIBY Oussouf,

ABSENTS

M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CHANTRELLE Laurent, M. EL KOURADI Fouad, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

M. LASTAPIS Michel

DELIBERATION N°34 – RENOVATION URBAINE – DRANCY – APPROBATION DU DOSSIER DE REALISATION DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT « GASTON ROULAUD » ET DU PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de M. Anthony MANGIN,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5219-1, L.5219-2, L.5219-5, déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2025,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.103-2, L.103-6, L.300-1, L.300-2 et R.300-1,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.120.1, L.122.1 et suivants relatifs aux études d'impact des travaux, d'ouvrages et d'aménagement, et L.123-19 et suivants, concernant les procédures du public par voie électronique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et de définition des quartiers prioritaires de la politique de la ville,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république,

Vu le décret n° 2023-1312 du 28 décembre 2023 modifiant le décret n° 2014-767 du 3 juillet 2014 relatif à la liste nationale des quartiers prioritaires de la politique de la ville et à ses modalités particulières de détermination dans les départements métropolitains,

Vu l'arrêté du 13 novembre 2023 portant approbation du nouveau règlement général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain en vue de la signature par l'ANRU des contrats de ville et des protocoles de préfiguration des projets,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250407-34-07-04-2025-DE
Date de télétransmission : 18/04/2025
Date de réception préfecture : 18/04/2025

Vu les compétences soumises à la définition d'un intérêt métropolitain mais non reconnues comme telle parmi lesquelles la création et la réalisation d'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L300-1 du code de l'urbanisme, les actions de restructuration urbaine d'intérêt métropolitain et la constitution de réserves foncière d'intérêt métropolitain,

Vu la compétence de plein droit des EPT en matière d'animation et de coordination des dispositifs contractuels de développement urbain dans le cadre de la politique de la ville,

Vu la compétence de l'EPT Paris Terres d'Envol en matière d'opération d'aménagement et de renouvellement urbain,

Vu la délibération du 2 avril 2021 par laquelle le conseil municipal de la ville de Drancy a émis un avis favorable aux objectifs poursuivis dans le dossier de création de la ZAC Gaston Roulaud.

Vu la délibération en date du 13 décembre 2021 par laquelle le conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol a approuvé ledit dossier de création d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) et arrêté la création de la ZAC Gaston Roulaud,

Vu la délibération en date du 20 mai 2022 par laquelle le conseil d'administration a approuvé la modification du périmètre de la zone de la ZAC et par conséquence le dossier de création de la ZAC Gaston Roulaud à Drancy,

Vu la délibération en date du 4 juillet 2022 par laquelle le conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol a approuvé ledit dossier de création d'une ZAC et arrêté la création de la ZAC Gaston Roulaud,

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-2113 en date du 24 juillet 2023 déclarant d'utilité public le projet d'aménagement de la ZAC Gaston Roulaud

Vu la concertation préalable engagée du 10 juin 2024 au 26 août 2024 conformément aux engagements de la délibération n°12 du conseil de territoire du 26 février 2024,

Vu la délibération en date du 28 juin 2024 par laquelle le conseil d'administration de l'OPH de Drancy a approuvé le dossier de création d'une ZAC modificatif n°2 exonérant la taxe d'aménagement de 5 %,

Vu la délibération en date 7 octobre 2024 par laquelle le conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol a approuvé ledit dossier de création d'une ZAC et arrêté la création de la ZAC Gaston Roulaud.

Vu la délibération en date du 20 décembre 2024 par laquelle le conseil d'administration de l'OPH de Drancy rappelle la fusion-absorption par la SEM Drancy Demain, son impossibilité de demeurer à l'initiative de la ZAC Gaston Roulaud et la nécessité de la transférer à l'EPT Paris Terres d'Envol ou son concessionnaire

Vu la délibération en date du 16 décembre 2024 par laquelle le conseil de Territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol prenait acte du transfert de la ZAC ainsi que de toutes les procédures administratives, d'aménagement, d'urbanisme et de marchés liés à cette opération et approuvait les termes du traité de concession d'aménagement et ses annexes et l'attribuait à la SPL Séquano Grand Paris.

Considérant que conformément aux disposition de l'article R 311-7 du code de l'urbanisme, il appartient à la personne publique compétente de constituer un dossier de réalisation ; que ce dossier doit notamment comporter un projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone ; que lorsque celui-ci comporte des équipements dont la maîtrise d'ouvrage et le financement incombent normalement à d'autres collectivités ou établissements publics, le dossier doit comprendre les pièces faisant état de l'accord de ces personnes publiques sur le principe de la réalisation de ces équipements, les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et, le cas échéant, sur leur participation au financement.

Considérant la nécessité de poursuivre et de parachever la rénovation urbaine du quartier prioritaire d'intérêt national Gaston Roulaud.

Considérant que ledit programme des équipements publics concerne l'ensemble des futurs espaces publics et voiries du quartier Gaston Roulaud et que ceux-ci ont vocation à intégrer le domaine public de la ville de Drancy à leur achèvement afin qu'elle en assure leur gestion et entretien.

Après en avoir délibéré

- **Approuve** le dossier de réalisation de la ZAC Gaston Roulaud à Drancy.
- **Approuve** le programme des équipements publics .
- **Précise** que les espaces publics et voirie seront inclus dans le patrimoine de la ville de Drancy à l'euro symbolique dès leur achèvement.
- **Autorise** le Président à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

Adopte à l'unanimité



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250407-34-07-04-2025-DE
Date de télétransmission : 18/04/2025
Date de réception préfecture : 18/04/2025